

DANS L'ACTUALITE du 5 au 8 avril 2013

Textes officiels

JORF n°0082 du 7 avril 2013

Modifications diverses du code de l'urbanisme

L'arrêté du 7 avril modifie le code de l'urbanisme sur les points suivants :

- l'assiette et la liquidation des taxes d'urbanisme ;
- la numérotation actuelle des permis de construire ou d'aménager en précisant par une lettre s'il s'agit d'une modification ou d'un transfert ;
- intègre dans le dispositif réglementaire le formulaire déjà existant (et comportant un numéro CERFA) de la déclaration préalable spécifique à un lotissement ou à une division foncière ;
- actualise la procédure d'assiette et de liquidation de la redevance pour création de locaux de bureaux, de locaux commerciaux et de stockage pour tenir compte, d'une part, de la réforme des permis de construire entrée en vigueur le 1er janvier 2007 et, d'autre part, de la réorganisation des services extérieurs du ministère de l'égalité des territoires et du logement.

[Arrêté du 25 mars 2013 portant modification de la troisième partie \(Arrêtés réglementaires\) du code de l'urbanisme](#)

JORF n°0081 du 6 avril 2013 page 5750

Création du Conseil national du sport

[Décret n° 2013-289 du 4 avril 2013 portant création du Conseil national du sport](#)

Circulaire

Mobilisation du foncier public en faveur de la construction de logements

La circulaire précise les dispositions à prendre relatives à la cession de terrains publics destinés à la construction de logements.

[Circulaire n° 5645/SG, 2 avril 2013](#)

Le programme de codification du gouvernement

La circulaire fixe le programme des travaux de codification selon les priorités identifiées et intègre en annexe trois listes :

- l'élaboration de deux nouveaux codes : le code des relations entre les administrations et les citoyens et le code général de la fonction publique ;
- une liste de huit codes devant faire l'objet d'une refonte ;
- une liste de huit autres codes dont la partie réglementaire doit être achevée.

[Circulaire n° 5643/SG, 27 mars 2013](#)

Jurisprudence

Contrat public

Entrepreneur principal, maître de l'ouvrage et sous-traitant

Lorsqu'un entrepreneur principal saisit le juge du contrat d'une action indemnitaire à l'encontre du maître de l'ouvrage au titre d'un différend dans l'exécution d'un marché public, le sous-traitant ne peut être regardé comme pouvant se prévaloir d'un droit auquel la décision à rendre est susceptible de préjudicier, y compris lorsque l'entrepreneur entendrait demander le paiement de sommes pour des prestations effectuées par ce sous-traitant.

[CE 27 mars 2013 SELARL EMJ, req. n° 360505](#)

Urbanisme

Extension de la surface de vente

Les autorisations commerciales et les autorisations délivrées en application du code de l'urbanisme relèvent de législations distinctes et sont régies par des procédures indépendantes

[CE 27 mars 2013 SAS CAJEPHL, req. n° 353416](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Critère prix + formule inapplicable = annulation

Attention à ne pas choisir des formules de calcul du critère prix trop compliquées. Le rapporteur public, Gilles Pellissier, a estimé que le juge du référé précontractuel avait eu raison d'annuler une procédure de passation en raison de l'inapplicabilité de la formule lorsque le prix proposé était égal à 0€.

Source : achatpublic.info du 08/04/2013

Eau : Nice, Rennes, Valence, Bordeaux préparent leur passage à la régie

Plusieurs villes ont annoncé leur volonté de quitter la DSP pour la régie. Ainsi, la métropole Nice Côte d'Azur, la ville de Rennes et le syndicat mixte du bassin rennais traiteront l'eau potable en régie dès 2015, la communauté urbaine de Bordeaux basculera en régie pour l'eau et l'assainissement en 2018, tandis que la communauté d'agglomération Aubagne Pays de l'Etoile prépare son changement de mode de gestion de l'eau dès 2014, tout comme la ville de Valence qui remunicipalise l'eau à la même date.

Source : achatpublic.info du 05/04/2013

La négociation des directives « marchés publics » toujours difficile pour la France

Catherine Bergeal, directrice des affaires juridiques de Bercy, a comme de coutume ouvert la session d'études de l'Association pour l'achat dans les services publics organisée le 4 avril. L'occasion de présenter ses priorités pour 2013 et d'esquisser les contours du Code des marchés publics tel qu'il sera remodelé par les nouvelles directives européennes.

Source : Le Moniteur du 05/04/2013

La lettre de la DAJ n° 141 est parue

[La Lettre de la DAJ n°141](#)

Source : DAJ du 05/04/2013

Recensement des marchés

[Guide du recensement économique des achats publics 2013](#)

Source : DAJ du 04/04/2013

Urbanisme

Un arrêté actualise les conditions de perception des taxes d'urbanisme

[Applicable au 1er juillet, l'arrêté du 25 mars 2013 précise notamment les formalités liées à la procédure d'assiette et de liquidation de la redevance pour construction de bureaux.](#)

Source : Le Moniteur du 08/04/2013

Les établissements publics fonciers locaux réclament un assouplissement des règles

[Réunis lors d'un colloque à Toulouse \(Haute-Garonne\), les élus et techniciens des 22 établissements fonciers de France ont défendu le rôle des EPF locaux, opérateurs de proximité les mieux placés pour servir un territoire.](#)

Source : Le Moniteur du 05/04/2013

Environnement

Transition énergétique : l'AMF publie sa contribution au débat

[L'Association des maires de France \(AMF\) vient de publier sur son site sa contribution au débat national sur la transition énergétique. Elle réaffirme notamment son attachement au principe de péréquation tarifaire nationale et ses exigences de qualité de desserte en énergie de l'ensemble du territoire national. Elle défend aussi une implication croissante des communes dans les énergies renouvelables et un soutien accru sur le plan financier et technique pour mener à bien les travaux d'efficacité énergétique.](#)

Source : Le Moniteur du 05/04/2013

Collectivités territoriales

Le Sénat adopte à l'unanimité une résolution UMP sur les "droits et libertés des collectivités"

Les sénateurs ont adopté à l'unanimité dans la soirée du 4 avril une résolution UMP déclarant "solennellement" leur attachement à la décentralisation et affirmant leur "souhait de voir se mettre en place une véritable et ambitieuse politique équilibrée entre tous les territoires de la République".

Source : localtis.info du 05/04/2013

Fin juin, toute la montagne sera à la fête

A l'image de la Fête de la musique qui se tient chaque 21 juin depuis 1982, la montagne aura elle aussi bientôt sa fête. La première édition se tiendra du 24 au 30 juin 2013.

Source : localtis.info du 05/04/2013

Colloque / séminaire

- Colloque annuel "Les rendez-vous du local à Sciences Po": « La réforme des territoires. Les territoires de la réforme »

Le 4 juin 2013 à Sciences Po Paris – 27 rue, Saint-Guillaume – 75007 Paris.

Renseignements : <http://chairemadp.sciences-po.fr/>

Inscription gratuite et obligatoire : christine.briatte@sciences-po.fr

Presse

Ces freins qui empêchent les PME d'accéder aux marchés des collectivités

La place des PME dans les marchés publics reste minoritaire. Des collectivités utilisent des leviers comme la responsabilité sociale et environnementale.

Source : les Echos du 08/04/2013

Paris incite les PME à se regrouper

[La Mairie propose aux 8.000 entreprises qui travaillent pour elle de s'allier pour affronter la concurrence des groupes.](#)

Source : les Echos du 08/04/2013

Les " toits verts " se multiplient dans les villes françaises

[Les vertus des surfaces végétalisées pour lutter contre la chaleur urbaine ne sont pas toutes avérées](#)

Source : Le Monde du 07/04/2013

Echec du référendum alsacien de fusion des collectivités

[Les électeurs haut-rhinois ont enterré dimanche le projet de fusion inédite des collectivités départementales et régionale d'Alsace en votant massivement contre lors d'un référendum régional.](#)

Source : les Echos du 07/04/2013